



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

21 septembre 2026

Un projet de budget pour nous serrer la ceinture Tous ensemble préparons la riposte !

Lecornu veut économiser 54 milliards d'euros sur le prochain budget. Mais pas en puisant dans les bénéfices des entreprises, alors que la France est le deuxième pays du monde en dividendes versés aux actionnaires – 61 milliards d'euros ! Pas en supprimant l'infinité d'exonérations et subventions dont bénéficient les patrons : 211 milliards par an !

Guerre aux plus fragiles

Non, Lecornu va chercher ses milliards dans la poche des retraités en gelant les pensions et en les désindexant par rapport à l'inflation. Alors que les prix flambent ! L'indice des fonctionnaires serait gelé – pour la quatrième année consécutive. Pareil pour les aides au logement. Le gouvernement compte aussi faire la chasse aux arrêts maladie : ce n'est pas aux patrons – responsables de la dégradation des conditions de travail qui en est la cause – que Lecornu s'en prend, mais à leurs victimes ! Et, pour faire un clin d'œil à Marine Le Pen et sa préférence nationale, les travailleurs étrangers subiraient un délai de carence pour l'ouverture de droits, et cotiseraient donc un temps sans avoir droit aux indemnités correspondantes.

Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics, car leurs budgets seront revus à la baisse... Des exceptions ? Évidemment : le ministère des Armées, largement augmenté : sinon, comment pourrait-il arroser les Dassault et autres Thalès en leur achetant leurs engins de mort ? Bien entendu, ceux de l'Intérieur ou la Justice augmentent aussi pour pouvoir s'en prendre à ces pauvres qu'il veut ponctionner davantage et qui pourraient se révolter.

Nos armes : les grèves et les manifestations

Il paraît que Marine Le Pen n'est pas d'accord avec Lecornu. Aurait-elle découvert qu'on pouvait faire payer les patrons en augmentant les salaires ? Au contraire, elle propose de réduire leurs cotisations sociales et d'en redistribuer une toute petite partie sur le salaire net... Mais sa proposition revient à réduire ce que payent les patrons à la Sécu – qui serait obligée de réduire ses prestations. Les solutions de Le Pen ne s'en prennent jamais au patronat : alors que les prix à la pompe atteignent

des sommets, pas question pour elle de s'en prendre aux bénéfices historiques de Total, et elle ne propose que de réduire les taxes.

À gauche, les candidats à la gestion des institutions nous disent que tout ira mieux une fois que nous aurons « bien voté » en 2027. Dans huit mois ? En attendant, on fait comment ? Et quel changement pourrait-il y avoir dans huit mois si aucun ne propose de s'en prendre aux patrons et à leurs actionnaires qui ont le pouvoir de décider des prix et des salaires, quel que soit le gouvernement ! Toutes ces solutions sont bidons. Nous devons défendre nous-mêmes nos intérêts et imposer nos revendications. Le seul moyen, ce sera en bloquant l'économie, et donc les profits, en nous mettant en grève et en manifestant jusqu'à ce qu'ils cèdent. Nous n'avons pas de temps à perdre !

Tous et toutes ensemble contre le gouvernement et le patronat

Les pompiers se mobilisent du 26 au 29 septembre, avec occupation de la place de la République à Paris, puis rejoignent la manifestation du 29 septembre, journée de grève de la fonction publique, déjà rejointe par d'autres professions, comme les cheminots. D'autres journées de mobilisation sont prévues dans différents secteurs. Le gouvernement peut aussi craindre le « retour des Gilets jaunes », avec les manifestations prévues samedi 17 octobre contre les prix des carburants.

Il faut des mobilisations qui convergent en une lutte de tous les travailleurs, vers une grève générale, pas des luttes émiettées. Mais ces premières échéances seront l'occasion de faire grandir le mouvement et préparer cette lutte d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires et pensions en prenant sur les profits des patrons.

Jeu de piste au Campus

Il y a de plus en plus de travaux sur la voirie autour du Campus, à partir de cette semaine et jusqu'en janvier 2027 la rue d'accès le long du parking ouest ne sera plus empruntable pour accéder au site.

L'entrée directe par la porte seine sera rendu possible pendant les travaux, sauf du 21 au 25 septembre ou il faudra faire le tour par le rond-point de l'Europe.

Comme si l'on avait que ça à faire de visiter tout le quartier avant de venir bosser dans la promiscuité. Raison de plus s'il en fallait pour télé-travailler chez soi.

Accident grave à Poissy usine

Lundi 21 septembre un ouvrier d'une entreprise sous-traitante s'est fait écraser lors du démontage d'une presse d'une ancienne chaîne d'emboutissage de l'usine. Pas moins de 30 pompiers et 4 engins de levage ont été nécessaires pour le dégager au cours de 3 heures de supplice. Il est dans en état très grave.

La victime est salariée d'un sous-traitant de rang 3 de Stellantis qui vont maintenant tous autant qu'ils sont se rejeter la faute les uns sur les autres. Pendant que ces messieurs chercheront les fautifs (il ne manquerait plus que cela retombe sur la victime !) c'est un homme qui risque de graves séquelles et qui était venu là pour gagner sa vie par pour la perdre !

Le mirage du milliard

Hauts-les-cœurs ! La presse est enchantée : la direction pourrait investir près de 1 milliard d'euros à Sevelnord pour y produire potentiellement un nouveau véhicule. Prudence quand-même : non seulement l'investissement n'est pas confirmé, à fortiori il n'est pas fléché. Impossible alors de connaître le volume de véhicules qui seraient produits sur site, si l'investissement se confirmait.

Finalement, encore une non-annonce qui aura bien du mal à occulter la casse sociale, bien réelle elle, que la direction organise avec les fermetures de Douvrin et Poissy et les réductions d'équipes à Rennes et Mulhouse.

Renault Flins se mobilise

À l'annonce de l'abandon de l'investissement dans la cataphorèse par la direction, les salariés ont répondu par un débrayage de près de 200 personnes mercredi dernier 16 septembre. De quoi

signifier à leur direction qu'ils ne la laisseraient pas mener la fermeture du site comme elle l'entend.

200 c'est un bon début. Ils sont près de 2 000 sur le site, avec les quelques 2 000 salariés de Poissy menacés eux aussi, voilà une force qui aurait la capacité de s'adresser à tous les salariés en proie aux suppressions de postes pour imposer le maintien des emplois et des salaires.

Renault Le Mans : non au business de la mort !

La production de drones militaires dans l'usine du Mans a du mal à passer. Non seulement, les salariés de l'automobile n'ont pas signé pour ça mais en plus merci l'ambiance avec la Direction Générale de l'Armement (DGA) qui commence déjà à mettre son nez dans l'organisation du travail au sein de l'usine !

Sous couvert de participer à la « Défense Nationale », c'est surtout une histoire de gros sous sur le dos des peuples qui se joue, et ça n'empêche pas les patrons rapaces de supprimer les emplois quoique certains en disent.

Un rassemblement a eu lieu ce lundi 21 janvier pour dire non à la production de matériel militaire dans l'usine Renault du Mans : une initiative salutaire !

Quand un banquier « de gauche » part en vacances

Mathieu Pigasse, banquier, homme d'affaires et patron de presse (Radio Nova, *Les Inrockuptibles*, Mediavan, actionnaire du *Monde*) le dit et le répète à chaque interview : il est « de gauche », proche du peuple et fait partie du « tiers état » (sic). Parfois, il rappelle qu'il circule comme tout le monde à pied, en métro ou en vélo. Un homme simple. *Le Canard enchaîné* vient de révéler qu'il avait, avec sa compagne, passé ses dernières vacances sur l'île Moustique, aux Antilles. Il a séjourné dans une villa de plus de 2 600 m², au milieu d'un parc de sept hectares, comprenant neuf suites, neuf salles de bain, trois piscines, une salle de jeu, un cinéma, un terrain de tennis, etc. Et il était assisté d'une équipe de dix-huit personnes, comprenant deux majordomes, trois chefs, six femmes de ménage, six jardiniers et un gestionnaire. Coût de cette petite sauterie : près de 23 000 euros... par nuitée, soit un total de 434 000 euros (environ 2 325 Smic) pour l'ensemble du séjour de 19 jours.

La gauche a enfin trouvé en lui un candidat radical, anti-conformiste et proche des préoccupations quotidiennes du petit peuple.